

L'Europe, notre avenir

Pourquoi les entreprises défendent l'Europe

Dans un contexte international marqué par les risques géostratégiques (terrorisme, migrations...) et économiques (protectionnisme, Brexit...), la question de l'Europe est centrale

L'Europe a été au rendez-vous de nombreux défis

Créée à l'issue d'un conflit mondial dévastateur pour assurer la paix entre les peuples, l'Europe a réussi. 60 ans après la signature du Traité de Rome, une conscience européenne a émergé grâce à l'ouverture des pays, créant des liens profonds entre les Nations et entre les citoyens. En 30 ans, le programme Erasmus a ainsi bénéficié à 4 millions de jeunes citoyens de tous les pays, favorisant les échanges culturels et la mobilité au sein du continent. Nos pays partagent des valeurs communes, au premier rang desquelles l'attachement profond à la démocratie et à la liberté.

Construit progressivement dans une logique de coopération, le marché intérieur de 500 millions de personnes a accompagné et stimulé le développement économique de la France. Depuis 1960, la richesse nationale a presque quadruplé et le pouvoir d'achat par Français a triplé.

Poursuivant la démarche d'intégration, la création de l'euro a apporté des atouts considérables à notre continent. Elle a assuré une stabilité financière aux salariés et aux épargnants européens. Depuis l'instauration de la monnaie unique, les Français ont bénéficié d'une inflation et de taux d'intérêt bien plus faibles qu'auparavant. Avec la disparition du risque de change, les échanges commerciaux se sont démultipliés : les entreprises se sont développées dans les différents pays et des acteurs européens de toute taille ont émergé. Depuis la création de l'euro, le PIB français a cru de 23 % en volume et la France a créé près de 2 millions d'emplois. L'euro a donné à l'Europe une place incontournable dans les échanges mondiaux : 30 % des échanges sont réalisés en euros, ce qui en fait la deuxième monnaie mondiale. Enfin l'euro a favorisé le développement du tourisme au sein de l'Union européenne dont la France a été l'une des premières bénéficiaires.

Soucieuse de se rapprocher des peuples européens, les institutions de l'Union se sont démocratisées avec un rôle du Parlement européen similaire à celui des parlements nationaux dans l'élaboration de la loi et une importance croissante du Conseil européen qui assure le pilotage direct par les chefs d'Etat et de gouvernement.

L'Europe est confrontée à des enjeux nouveaux

Malgré ses incontestables succès, l'Union européenne fait aujourd'hui l'objet d'une forte défiance de la part des citoyens, qui s'interrogent sur sa capacité à répondre à leurs attentes légitimes : sécurité, emploi, protection sociale...

Le choix britannique de sortir de l'Union européenne montre que l'Europe doit impérativement être adaptée pour agir avec plus d'efficacité au service des citoyens. « L'Europe », c'est chacun d'entre nous (citoyens, entreprises...), ce qui veut dire que l'Europe dépend de nous et des choix que nous ferons. Les gouvernements nationaux doivent assumer pleinement leur implication dans les projets communs et ne plus se défausser sur les dysfonctionnements européens.

De nombreux enjeux européens méritent d'être traités au fond sans qu'il faille nécessairement de nouveaux textes : l'Europe de l'énergie, des télécoms, de la recherche et de l'innovation. Le sujet de la mobilité des travailleurs est un chantier sensible qui doit être engagé sans tarder. De la même façon, la politique commerciale (dans le contexte du Brexit et de la nouvelle administration des Etats-Unis) et la politique de défense figurent parmi les priorités les plus urgentes à traiter.

Enfin, le renforcement des contrôles migratoires et la réforme de Schengen doivent permettre de concilier les besoins économiques et démographiques des différents pays et les équilibrer avec les pays d'émigration.

Pour les entreprises, la sortie de l'Europe n'est pas une option

Il n'y a pas de projet alternatif pour assurer la prospérité économique et la paix entre les peuples. Tous les exemples de repli sur soi ont conduit à un appauvrissement et, souvent, à des conflits.

Sur le plan monétaire, sortir de l'euro se traduirait immédiatement par une dépréciation, sans doute significative, de la nouvelle monnaie par rapport à la monnaie unique. Or la dépréciation d'une devise a pour effet systématique et immédiat d'appauvrir chaque citoyen. Avec la probable réintroduction du contrôle des capitaux, les épargnants subiraient une perte forcée de pouvoir d'achat qui serait renforcée par l'impact inflationniste de la dépréciation de la monnaie. Libellées en euros, les dettes des ménages, des entreprises et, évidemment, des administrations publiques, subiraient de plein fouet le changement de régime monétaire.

L'Europe assure l'accès à un grand marché et doit continuer de protéger son économie de la concurrence déloyale. Il faut approfondir les politiques européennes permettant d'assurer la protection des citoyens les plus faibles et de développer la compétitivité de l'économie.

Contrairement à cette idée très répandue au sein du débat politique, le rejet de l'Europe ne permet pas de résoudre les problèmes de la France : chômage,

dette publique... Il faut que notre pays se réforme. La solution à nos difficultés ne dépend pas de l'Europe et le rebond économique de la France doit avant tout s'appuyer sur les indispensables réformes au plan national : baisse des dépenses publiques pour réduire notre déficit et nos prélèvements, réformes du marché du travail et du système éducatif pour donner de nouvelles perspectives aux Français... Ces réformes permettront de bâtir une économie dynamique où chacun peut trouver sa place.

Cinquième économie mondiale, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, siège de grandes entreprises faisant partie des leaders mondiaux dans de nombreux domaines, la France compte dans le concert des Nations mais c'est dans l'Europe qu'elle trouve le meilleur vecteur pour exercer son influence. Face à la logique des blocs et des Etats-continentaux, avec tout ce que ceci emporte d'un point de vue géopolitique, démographique, économique et financier, faire cavalier seul mène à l'affaiblissement.

Plus que jamais, une Europe unie et déterminée est nécessaire pour protéger les intérêts de ses citoyens, qui partagent les mêmes valeurs ; une Europe des solutions pour reprendre confiance en nous ; une Europe où chacun assume ses responsabilités pour dessiner un avenir de prospérité et de paix.